

Les classiques du marxisme, d'Engels à Trotsky, ont maintes fois énuméré les principes de base de l'intégration de l'agriculture dans une économie socialiste : cette intégration ne peut se faire que de façon *volontaire* par la paysannerie ; elle ne peut aboutir qu'à l'industrialisation complète du travail agricole. Qui dit intégration volontaire et non forcée des paysans implique que cette intégration doit passer par la reconnaissance que la paysannerie, en tant que classe, ne peut s'intégrer dans le socialisme par conviction, mais seulement par intérêt. Qui dit industrialisation de l'agriculture dit non seulement mécanisation mais encore rationalisation du travail, c'est-à-dire application de critères scientifiques à chaque phase de la production agricole. Dans la mesure où cette deuxième condition exige une planification intégrale de l'agriculture, elle entre inévitablement en conflit du moins pendant toute une période intermédiaire, avec la première. En ce sens, une certaine disproportion entre l'agriculture et l'industrie est inévitable dans toute société de transition entre le capitalisme et le socialisme, en partant de la suppression complète de l'entreprise privée dans l'industrie et l'obligation — si on ne veut faire violence à la paysannerie — de maintenir des formes mixtes d'entreprise privée, coopérative et collective, dans l'agriculture.

Bien entendu, seulement une certaine disproportion qui, dans le cadre d'une politique de planification harmonieuse, ne peut jamais devenir la source d'une crise chronique pareille à celle qui sévit depuis 20 ans en U.R.S.S. Ce n'est pas le moindre des crimes du stalinisme que d'avoir accentué la disproportion entre l'industrie et l'agriculture en U.R.S.S., par une succession de mesures opportunistes et sectaires, au point d'avoir provoqué pareille crise chronique.

Cette crise donnée, comment peut-on la résoudre ? Dans l'ignorance des données exactes de la situation économique, on ne peut évidemment proposer des mesures détaillées ; on ne peut qu'indiquer quelques grandes lignes d'action. Les mesures fiscales prises par Malenkov ne peuvent changer radicalement l'attitude de la paysannerie soviétique envers le plan qui continue à leur apparaître comme une charge plutôt que comme une source de bien-être. Un tel changement radical ne peut résulter que d'une fourniture massive de produits industriels aux kolkhoz et aux kolkhoziens. Lorsque chaque paysan saura qu'en augmentant la production il obtiendra une montre, un vélo, une batterie de cuisine sinon une cuisinière moderne, un poste de T.S.F. ou une moto les immenses ressources productrices de la paysannerie soviétique, aujourd'hui invisibles, apparaîtront brusquement. Lorsque chaque famille paysanne saura que l'accroissement de la production kolkhozienne signifiera l'électricité, l'eau courante, le gaz, l'achat de camions, des postes de télévision pour la coopérative, l'ardeur

au travail collectif se manifestera non moins brusquement.

Il y a 15 ou 20 ans, de tels programmes ne pouvaient être, même sous le meilleur des gouvernements, que de vagues projets d'avenir. Aujourd'hui, ils sont entrés dans le domaine de ce qui est réalisable à brève échéance. Le total de l'accroissement des objectifs des industries des moyens de consommation pour 1955 — qui comportent tout de même la fabrication annuelle de 22 millions de montres, 4,5 millions d'appareils de radio, 3,5 millions de bicyclettes et 25 millions de machines à coudre — ne consommera, d'après un calcul des spécialistes de l'O.N.U., qu'un million et demi de tonnes d'acier, sur un accroissement total prévu de la production d'acier de 17 millions (sur une production totale d'acier de 44 millions de tonnes !) C'est dire combien la politique de l'ère malenkoviste représente peu de changement qualitatif d'orientation économique. Lorsqu'on décidera de consacrer non plus 1,5 million de tonnes d'acier supplémentaires, mais 15 millions de tonnes, à la production de biens de consommation, des objectifs comme ceux que nous venons d'esquisser pourront être atteints à brève échéance, et, avec eux, un bouleversement complet de la situation économique, sociale et culturelle de l'agriculture soviétique.

De telles mesures de livraison massive de biens industriels — de consommation pour les kolkhoziens, d'investissement pour les kolkhoz — devraient être exécutées de façon à établir des différences appréciables de conditions de vie entre sovkhoziens et kolkhoziens, entre kolkhoziens négligeant le travail coopératif et kolkhoziens se consacrant exclusivement à celui-ci. Ces différences ne doivent pas résulter de mesures coercitives ou fiscales *aux dépens* des uns, mais bien de mesure de faveur *au profit* des autres. En ce sens, il est contraire aux principes du marxisme de condamner comme des « concessions au capitalisme » (!) la réduction des charges fiscales réalisées par Malenkov-Khrushchev. Ce qui est condamnable, c'est que ces réductions ne sont pas accompagnées de mesures tendant à accroître de façon bien plus considérable le niveau de vie dans les sovkhoz.

Finalement, toutes ces mesures économiques perdent une grande partie de leur efficacité sociale, c'est-à-dire éducatrice — ce qui est décisif, en définitive, du point de vue de l'intégration de la paysannerie dans le socialisme — si elles ne sont pas accompagnées d'une transformation dans la structure du plan et dans la direction du kolkhoz. L'association des kolkhoziens à l'élaboration du plan, par leur consultation fréquente sur leurs propres priorités en besoins et leurs propres possibilités de production ; la démocratisation complète de la gestion kolkhozienne avec suppression de toute la bureaucratie agricole sans fonction économique aucune, sont des conditions indispensables pour convaincre en pratique les paysans que le plan est *leur*